

Communiqué de presse

Contact: Sophie De Meyer

Tel: + 32 2 600 60 21

Mobile: + 32 484 95 22 68

Email: sodemeyer@deloitte.com

Montée d'optimisme après le référendum sur le Brexit

Les CFO restent confiants dans la croissance à long terme

Diegem – 21 novembre 2016

Trois mois après le Brexit, l'optimisme des CFO belges semble renaître, selon l'enquête CFO trimestrielle de Deloitte. Les prévisions de croissance de la zone euro sont positives, le financement est largement disponible et les politiques menées par les banques centrales maintiennent des taux d'intérêt peu élevés et un crédit bon marché. Les CFO belges se concentrent essentiellement sur des stratégies expansionnistes et les prévisions tant d'investissements que de croissance de l'effectif restent fortes.

L'impact du Brexit est aujourd'hui perçu comme limité

La majorité (56 %) des CFO pense que le Brexit n'aura pas d'impact significatif sur leurs activités. Les 44% qui anticipent un impact sont presque tous pessimistes et s'attendent à des retombées négatives. Seulement 2% des sondés prévoient un impact légèrement positif. « *Quand le Royaume-Uni aura quitté l'UE, les CFO anticipent le fait que faire des affaires avec ce pays sera plus coûteux. Le Brexit se traduira notamment par des exigences réglementaires différentes entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Si des barrières tarifaires sont imposées et si la liberté de mouvement est restreinte, l'export et la mobilité de la main-d'oeuvre seront réduits* », affirme Thierry Van Schoubroeck, partenaire Deloitte et responsable de l'équipe chargée de l'enquête CFO.

Léger regain d'optimisme depuis le vote du Brexit

La baisse d'optimisme observée pendant le deuxième trimestre consécutif au Brexit semble s'estomper. « *Si le choc est énorme sur le plan politique, il ne l'est pas sur le plan économique mondial et semble avoir peu d'influence sur le sentiment des entreprises en Belgique* », constate Thierry Van Schoubroeck. Depuis le lancement de l'enquête, en 2009, les CFO se sont essentiellement souciés du rythme de la reprise économique et de la position concurrentielle de leur entreprise : cette tendance reste marquée aujourd'hui. Mais les CFO se sont aussi habitués à naviguer dans un contexte de faible croissance et les conditions liées aux affaires ne sont pas mauvaises en général : si un quart des répondants anticipe une croissance économique de maximum 0,4 %, ils sont un tiers à voir la croissance grimper de 0,5 % à 0,9 %.

Sept CFO sondés sur dix s'attendent à une augmentation du chiffre d'affaires, du cash-flow et du bénéfice avant impôts dans les 12 prochains mois. Plus de la moitié d'entre eux anticipent aussi une croissance des marges, de l'effectif et des niveaux de trésorerie et d'équivalents de trésorerie au bilan. En considérant la performance des entreprises sondées pour le troisième trimestre de 2016, plus de 6 sur dix (62 %) d'entre elles affirment être en ligne avec le budget financier ou même le surperformer.

Augmentation significative des dépenses d'investissement planifiées

Les dépenses d'investissement planifiées ont augmenté : près d'un CFO sondé sur deux (45%) annonce une augmentation de 32 % par rapport au début de l'année. Le pourcentage de CFO qui envisagent de renforcer leur effectif dans les 12 prochains mois a, lui aussi, continué à augmenter depuis le début de l'année et s'est établi à 56 % au troisième trimestre, contre 43 % au premier. Pour la première fois depuis le lancement de l'enquête, la pénurie de profils qualifiés s'invite donc dans le top trois des préoccupations des CFO. Les dépenses discrétionnaires, qui constituent un troisième indicateur de politiques de croissance, sont en hausse également.

Fortes attentes en matière fiscale et de réforme du marché du travail

À la lumière du récent accord budgétaire gouvernemental, neuf CFO sur dix pointent la politique fiscale comme importante, suivie par les réformes du marché du travail et l'infrastructure. Le gouvernement belge fixe-t-il les bonnes priorités dans sa politique financière et économique ? « *En règle générale, les CFO restent positifs quant à l'adéquation de la politique financière et économique du gouvernement pour faciliter le succès des entreprises en Belgique. La perception relative aux débats en cours en matière de déficit budgétaire et de réforme de l'impôt des sociétés ne transparaîtra toutefois que dans l'enquête du quatrième trimestre* », indique Thierry Van Schoubroeck.

Les sources externes de financement restent attractives

Les CFO belges continuent à considérer le crédit comme disponible et bon marché. Le coût du crédit revient à ses niveaux du début de l'année. Par rapport au trimestre précédent, le financement interne renforce son statut d'option de financement la plus utilisée.

Davantage d'optimisme en Belgique que dans d'autres pays de l'UE

Pour le troisième trimestre de 2016, les CFO belges sont, en moyenne, plus optimistes que leurs pairs dans l'UE pour ce qui concerne la plupart des indicateurs, et particulièrement sur les perspectives financières de leurs organisations. Les prévisions belges en matière de dépenses d'investissement sont, en outre, significativement supérieures. Avec une prévision nette de 45 %, la Belgique se hisse à la deuxième place, contre une moyenne de seulement 8 % dans l'UE. On note des résultats similaires en matière de prévisions nettes d'évolution de l'effectif avec un niveau de 30 % en Belgique, à opposer à une moyenne moins optimiste de 4 % dans le reste de l'UE.

###

Profil des participants à l'enquête belge du troisième trimestre

L'enquête du troisième trimestre 2016 a été menée du 22 septembre au 10 octobre 2016. La Belgique fut le deuxième pays à lancer l'enquête des CFO. Depuis le lancement de cette enquête en Belgique, en 2009, le nombre de pays concernés n'a cessé de s'élargir pour couvrir l'essentiel de l'Union européenne. Les questions ont été partiellement harmonisées entre pays afin de permettre la comparaison des résultats.

Cinquante-six CFO actifs dans un large éventail de secteurs ont pris part à l'enquête du troisième trimestre 2016. Parmi les entreprises participantes, 16 % ont un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard d'euros, 47 % se situent entre 100 millions d'euros et 1 milliard d'euros et 36 % affichent des ventes inférieures à 100 millions d'euros. 50 % des entreprises participantes tirent jusqu'à 30 % de leur chiffre d'affaires hors Belgique. Pour 19 % d'entre elles, il est compris entre 31 % et 69 % et les 31 % restantes comptent sur l'étranger pour plus de 69 % de leurs produits.

Pour plus d'informations sur l'enquête, rendez-vous sur

https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/be/Documents/finance/Deloitte_Belgian-CFO-survey_Q3-2016.pdf

Deloitte

Deloitte, cabinet d'audit et de conseil de premier plan en Belgique, offre des services à haute valeur ajoutée en matière d'audit, d'expertise comptable, de conseil fiscal et juridique, de financial advisory services et de consultance.

Plus de 3.200 collaborateurs répartis dans 10 bureaux conseillent des entreprises nationales et internationales, des PME ainsi que des institutions publiques et des ASBL. Le chiffre d'affaires pour l'exercice fiscal 2016 s'élève à 432 millions d'euros.

Le cabinet belge fait partie du groupe international Deloitte Touche Tohmatsu Limited, l'un des leaders mondiaux des services professionnels, regroupant plusieurs sociétés membres indépendantes.

Nous concentrons nos efforts sur notre service à la clientèle à travers une stratégie mondiale menée au niveau local dans plus de 150 pays. Fortes d'un capital intellectuel composé de plus de 244.400 personnes dans le monde, nos sociétés membres fournissent des services dans les principaux domaines professionnels couvrant l'audit, la fiscalité, la consultance et le conseil financier. Leurs services, renommés pour leur excellence, ont déjà conquis les décideurs de la plupart des grandes enseignes internationales et nationales, publiques comme privées, et d'organisations prospères en plein essor opérant à l'échelle mondiale. Le groupe Deloitte Touche Tohmatsu Limited a réalisé un chiffre d'affaires de 36,8 milliards de dollars pour l'année fiscale 2016.

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à son réseau de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. Pour en savoir plus sur la structure légale de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses cabinets membres, consultez <http://www.deloitte.com/about>.